



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 1^{er} février 2023 – N° 10

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *35^e anniversaire du Centre de rétablissement Inter-Section.*
- La députée de D’Arcy-McGee sur le sujet suivant : *La Journée internationale de commémoration de l’Holocauste et le 78^e anniversaire de la libération d’Auschwitz.*
- La députée d’Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Le 30^e anniversaire de l’Escale Famille Le Triolet.*
- Le député de Taschereau sur le sujet suivant : *40^e anniversaire de l’organisme Atout-Lire.*
- La députée de Repentigny sur le sujet suivant : *Soulignons la diversité culturelle de Repentigny.*
- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Mois de l’histoire des Noirs.*
- Le député de Saint-Jérôme sur le sujet suivant : *Hommage à M. Robert Carrière.*
- La députée de Sanguinet sur le sujet suivant : *20^e anniversaire de l’organisme Apprendre en cœur.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Deux hommages pour deux départs, M. Martin Cambria d’ARTO et M. Éric Boivin de l’International de Montgolfières.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Le Phœnix de Sherbrooke, paré d’or et d’argent.*
- Le député de Trois-Rivières sur le sujet suivant : *Point de rue – Halte-douceur.*
- La députée d’Argenteuil sur le sujet suivant : *La vocation de Mme Nancy Maher pour la cause des femmes.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 2**
Loi visant notamment à plafonner le taux d'indexation des prix des tarifs domestiques de distribution d'Hydro-Québec et à accroître l'encadrement de l'obligation de distribuer de l'électricité
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le **2 décembre 2022**
- 2) **Projet de loi n° 3**
Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique le **7 décembre 2022**

Étude détaillée en commission

- 3) **Projet de loi n° 6**
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 9 décembre 2022
Principe adopté le **31 janvier 2023**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 4) **Projet de loi n° 190**
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**
- 5) **Projet de loi n° 191**
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 6) **Projet de loi n° 192**
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 7) **Projet de loi n° 197**
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 8) 31 janvier 2023
Motion du député de Pontiac

QUE l'Assemblée nationale prenne acte qu'alors que le gouvernement caquiste entreprend sa 5^e année à la tête du gouvernement, le Québec enregistre une dégradation inacceptable de ses délais d'attente dans l'accès aux soins de première ligne;

QU'elle constate que sous le gouvernement caquiste :

- la durée moyenne de séjour sur civière a plus que doublé au cours des 4 dernières années, passant de 14,2 heures à 29,31 heures aujourd'hui;
- un nombre de 163 991 patients sont en attente d'une chirurgie et que 20 649 le sont depuis plus de 12 mois;
- encore 608 patients atteints d'un cancer sont en attente d'une chirurgie, et ce malgré les engagements du ministre de la Santé en matière de réduction des délais;
- le nombre de préposées aux bénéficiaires manquantes dans le réseau de la santé est passé de 2700 en 2020 à 4200 en 2022 et que le nombre d'infirmières manquantes est passé de 4300 à plus de 5000 sur la même période;

QU'elle rappelle que le gouvernement souhaite être jugé sur ses résultats et que ceux-ci témoignent d'un recul important en matière d'accès aux soins de santé au Québec;

QU'enfin, elle demande au gouvernement caquiste de s'engager à apporter les correctifs nécessaires et de répondre à la mission fondamentale de l'État qui est celle d'offrir des soins et des services de qualité en temps opportun à l'ensemble des Québécois.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES](#)

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 2**, Loi visant notamment à plafonner le taux d'indexation des prix des tarifs domestiques de distribution d'Hydro-Québec et à accroître l'encadrement de l'obligation de distribuer de l'électricité (mandat confié le 31 janvier 2023).

[COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE](#)

[COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION](#)

[COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL](#)

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 3**, Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 31 janvier 2023).
- Document de consultation sur le Régime de rentes du Québec intitulé *Un régime adapté aux défis du 21^e siècle* (mandat confié le 31 janvier 2023).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 6**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (mandat confié le 31 janvier 2023).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Projet de Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028 (mandat confié le 31 janvier 2023).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au feuillet du mercredi*

- 4) Mme Rizqy (Saint-Laurent) – **6 décembre 2022**
À la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Dans son rapport annuel 2021-2022, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse fait le suivi de l'atteinte par le gouvernement du Québec des cibles prévues par la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi.

Nous apprenons, en page 30 de ce rapport, que le taux de représentation des personnes autochtones au sein des 338 organismes publics soumis à cette loi stagnait à 0,4 %, et ce, depuis les trois dernières années.

La présidente du Conseil du trésor peut-elle nous faire part des mesures qui sont en place pour corriger cette situation et nous indiquer quels sont ses objectifs et son échéancier afin que les personnes autochtones trouvent leur juste place au sein des organismes publics au Québec?

- 5) Mme Labrie (Sherbrooke) – **8 décembre 2022**
Au ministre responsable des Services sociaux

Le 2 avril 2019, les membres de la Commission de la santé et des services sociaux (CSSS) ont adopté à l'unanimité, en vertu de l'article 149 du Règlement de l'Assemblée nationale, un mandat portant sur l'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

Des auditions se sont tenues les 6, 7, 8 et 13 novembre 2019 et un rapport de la CSSS fut déposé le 4 décembre 2020. Dans ce rapport, 17 recommandations ont été rédigées à l'intention, principalement, des Services sociaux. Pour chaque recommandation, le ministre peut-il m'indiquer l'état de réalisation et l'échéancier de la mise en œuvre?

6) Mme Labrie (Sherbrooke) – **31 janvier 2023**

Au ministre de la Justice

L'accès à la médiation familiale a, comme le sait le ministre, des retombées positives sur les familles et le système de justice. Ces retombées sont telles que le ministère a jugé bon en 2020 d'élargir l'accès à ce service aux personnes qui n'ont pas d'enfants communs à charge, ce qui était une excellente décision.

Or, dans le contexte de l'inflation, l'accès à la médiation familiale est mis en péril par la stagnation des honoraires des médiateurs, lesquels sont de plus en plus nombreux à se demander s'ils veulent poursuivre cette pratique. En effet, les honoraires prévus par le Règlement sur la médiation familiale n'ont pas été indexés depuis 2012.

Considérant que le Règlement sur la médiation des demandes relatives à des petites créances, quant à lui, prévoit depuis 2012 une indexation annuelle et impose des honoraires plus élevés que pour la médiation familiale, j'aimerais savoir :

- Quand le ministre prévoit-il réviser le Règlement sur la médiation familiale afin de mettre à jour les honoraires?
- Le ministre compte-t-il inclure dans la révision du Règlement sur la médiation familiale un article prévoyant une indexation annuelle, afin d'assurer une cohérence avec le Règlement sur la médiation des demandes relatives à des petites créances?

7) Mme Setlakwe (Mont-Royal–Outremont) – **31 janvier 2023**

Au ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels

La Commission d'accès à l'information a rendu public, le 13 décembre dernier, un rapport intitulé « Mieux protéger les renseignements personnels des jeunes à l'ère numérique ».

Le communiqué de presse émis par la Commission annonçant ce rapport précise que : « L'environnement numérique offre aux jeunes une quantité quasi infinie de possibilités d'accès à des sites, à des applications et à des jeux, dès leur plus jeune âge. Derrière chaque service, il y a une entreprise qui collecte, utilise, communique et conserve des renseignements personnels les concernant. Ces entreprises peuvent se servir de ces renseignements pour faire du profilage dans le but d'influencer le comportement des jeunes ou pour prendre des décisions à leur sujet. Ces pratiques présentent souvent des risques pour les droits fondamentaux des mineurs. »

La Commission formule 12 recommandations afin de renforcer la protection des renseignements personnels, notamment l'interdiction de la vente de renseignements personnels concernant un mineur, en toutes circonstances.

Le ministre peut-il nous indiquer le suivi qu'il compte apporter à chacune de ces recommandations ainsi que l'échéancier qu'il se donne pour apporter des modifications législatives?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 31 janvier 2023
Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 22 mars 2022 et modifiant d'autres dispositions législatives – *ministre des Finances*
- b) 31 janvier 2023
Loi visant à améliorer l'efficacité et l'accessibilité de la justice, notamment en favorisant la médiation et l'arbitrage et en simplifiant la procédure civile à la Cour du Québec – *ministre de la Justice*

Projets de loi publics au nom des députés

- c) 9 décembre 2022
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens – *députée de Saint-Laurent*
- d) 9 décembre 2022
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental – *députée de Notre-Dame-de-Grâce*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS